



Universités & Territoires

n°171

24/09/2024

Sommaire

■ Pages 4 à 6 : Olivier Rey, nouveau Président de l'Observatoire de la vie étudiante ■ Pages 7 à 9 : Colloque Recherche et territoires ■ Pages 10 à 12 : Cité internationale universitaire de Paris : Cité 2025, une première réalisation ■ Page 13 : La SMERRA aux côtés des étudiants et des établissements pour la rentrée ! ■ Page 14/15 : Fondation SMERRA : découvrez les 3 projets lauréats de l'Agitateur ! ■ Pages 16/17 : Jeunes aidants étudiants : entre reconnaissance et soutien, un enjeu crucial ■ Pages 18/19 : A Toulouse, les Kaps soufflent leur dixième bougie ! ■ Pages 20/21 : Imagin'Erdre : 94 nouveaux logements étudiants Loire Campus au cœur de Nantes ■ Pages 22/23 : Crise du logement étudiant : comment mieux accompagner les territoires ? ■ Pages 24 à 26 : Déménager pour étudier : des conséquences pour les jeunes comme pour les régions ■ Pages 27/28 : Les Quartiers latins : Un engagement pour le logement étudiant



Crédit photo : DAR ARAFA ARCHITECTURE

éditorial

Plus que jamais, **poursuivre l'effort**



Par Nicolas
Delesque
*Directeur de la
rédaction*

L'Observatoire de la vie étudiante, Olivier Rey, nous rappelle que les enjeux à relever sont nombreux.

La rentrée est là, et nous avons enfin un gouvernement... ou en tout cas une proposition de gouvernement, qui doit désormais être validée. Nous noterons que dans les domaines qui nous concernent (Enseignement supérieur, Logement ou encore Santé), les personnalités proposées disposent plutôt d'une bonne connaissance de leurs dossiers. Or sur ces trois chantiers, précisément, l'interview qu'a accepté de nous accorder le nouveau Président de

Mieux répondre aux besoins et attentes des étudiants dans un monde qui bouge, pour leur permettre de réussir tant sur un plan académique que personnel ; résoudre des problèmes concrets comme ceux du logement ou de la vie particulièrement chère au sein de certaines métropoles (qui entravent la poursuite d'études) ; ou encore prendre à bras le corps la question de la santé mentale des étudiants, que la crise sanitaire a révélée et amplifiée... Voilà trois des défis qu'il s'agit de relever, dans une situation budgétaire que tout un chacun sait tendue.

L'enjeu, pour notre pays, est bien de parachever l'effort continu de ces


Rendez-vous du
Logement étudiant

→ **s'inscrire**

quarante dernières années, pour donner une qualification à toute notre jeunesse, en portant l'effort sur ceux qui, pour des raisons économiques ou géographiques, renoncent aux études malgré leurs capacités et leur aspiration.

Son aspiration, précisément, était de vivre dans un monde libre et juste : Yaryna Bazlevych, jeune étudiante et militante de 21 ans, a été tuée en septembre, avec ses deux sœurs et sa mère, lors d'une frappe aveugle sur un bâtiment d'habitation de Lviv, située à plusieurs centaines de kilomètre du front. Yaryna participait à l'initiative Lviv, Capitale Européenne de la jeunesse en 2025, soutenue par le Conseil de l'Europe.

Par cet hommage, nous souhaitons rappeler que par-delà nos différences ou nos désaccords, l'essentiel reste le débat et les échanges, et ne pas oublier non plus que des innocents continuent de mourir, sur notre continent, dans le cadre de cette guerre d'agression déclenchée par la Russie. ■



Des vies perdues, un apprentissage perturbé

Depuis le début de l'invasion russe à grande échelle de l'Ukraine en février 2022, plus de 2.180 enfants ont été tués ou blessés et plus de 1.300 établissements scolaires ont été endommagés ou détruits, a déclaré l'UNICEF, bien que les chiffres réels soient probablement plus élevés.

Les garçons et les filles entament une cinquième année d'éducation perturbée, l'escalade de la guerre en étant maintenant à sa troisième année après la pandémie de COVID-19, et ils montrent des signes de perte d'apprentissage généralisée.

L'UNICEF a déclaré que les données du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) menées en 2022 et publiées fin 2023 montrent que l'ampleur des écarts d'apprentissage observés en 2022 par rapport à 2018 équivaut à deux années de perte en lecture et à une année de perte en mathématiques.

Protéger l'éducation des attaques

John MARKS, représentant de l'Unicef en Ukraine a rappelé que le 9 septembre a marqué la quatrième Journée internationale pour la protection de l'éducation contre les attaques.

Cette Journée a été instituée par une décision unanime de l'Assemblée générale des Nations Unies, qui a appelé l'UNESCO et l'UNICEF à sensibiliser l'opinion à la situation de millions d'enfants vivant dans des pays touchés par un conflit.

« Nous profitons de cette occasion pour demander une fois de plus que les établissements scolaires soient protégés des attaques, que les parties s'abstiennent d'utiliser les établissements scolaires à des fins militaires et que le droit à l'éducation soit respecté, défendu et exercé par les enfants dans toute l'Ukraine », a-t-il dit. « Les écoles doivent être sûres et offrir un environnement d'apprentissage stimulant pour que chaque enfant puisse se développer et s'épanouir ». ■



UNESCO/Serhii Knyaziev - Des enfants jouent lors d'un camp d'été organisé par l'UNESCO en Ukraine.



Rendez-vous du Logement étudiant

9^{ÈME} ÉDITION DES RDVLE - 12 NOVEMBRE 2024

UNIVERSITÉ PARIS DAUPHINE-PSL

Crise du logement, et alors ?

Les résidences étudiantes ont démontré leur utilité pour aider les étudiants à réussir leur parcours universitaire. Elles pourraient encore mieux jouer leur rôle si elles étaient en nombre suffisant.

La crise du logement touche toute les formes de logement dans nos métropoles. Et si on considérait la production de résidences dédiées aux étudiants comme un levier pour détendre le reste du marché locatif et le rendre plus accessible à ceux qui s'installent !
La résidence étudiante, un investissement pour l'avenir !

Pré-programme du mardi 12 novembre 2024

13h30 - 14h : accueil autour d'un café et thé convivial

14h : Ouverture par l'Université Paris-Dauphine- PSL et l'équipe des organisateurs

14h30 - 15h30 : 3^{ème} édition du « Baromètre d'attractivité des résidences Aires » de Occurence, les résultats en exclusivité

15h30 - 16h : Remise des 6^{ème} prix des RDV du Logement étudiant

16h 17h : Le débat - Les Résidences étudiantes, un véritable habitat pour le bien être étudiant

17h- 17h30 : Clôture des 9^{ème} RDV du Logement Etudiant

4 webinaires

Et de janvier 2025 à juin 2025, suivez nos webinaires d'échanges et de valorisations du travail des exploitants et des acteurs de la vie étudiante.

Atelier en présentiel

le 25 mars matin
à la Métropole de Lyon

Pour plus d'information :

www.rdvle.com ou contact@rdvle.com

Nicolas Delesque, Délégué Général :
06 78 39 13 49

PARTENAIRES :

Dauphine | PSL
UNIVERSITÉ PARIS

ARPEJ
ENGAGÉS
POUR L'HABITAT
DES JEUNES

fac-habitat
fac-habitat.com

LOGI
FAC
SHERA
LOGEMENTS D'ÉTUDIANTS EN RÉUSSITE

SCHOLA
DOMUS
Aménagement de Résidence

Loire Campus
La Nantaise d'Habitations
Groupe ActionLogement

GROUPE
RÉSIDE ÉTUDES

Open
Partners
DÉVELOPPEUR URBAIN

Twenty
Campus
sergic

EIFFAGE
IMMOBILIER

PARTENAIRE MÉDIA :

les Crous

3F Résidences
Groupe ActionLogement

wifirst

Espacil Habitat
Groupe ActionLogement

Universités & Territoires

France
Universités

FN
FÉDÉRATION
NATIONALE
DES AGENCES
D'URBANISME

AIRES
Association internationale des
Résidents Étudiants et Services

adele

Latitude

afev
CRÉATEUR DE LIENS SOLIDAIRES

FAGE

AVUF
Association des Villes
Universitaires de France

Réseau
Vie étudiante

AVEC LE SOUTIEN DE :

Olivier Rey, nouveau Président de l'Observatoire de la vie étudiante

Nommé en juillet dernier à la présidence de l'Observatoire de la vie étudiante (OVE), Olivier Rey succède à Monique Ronzeau, inspectrice générale de l'Éducation nationale, en poste depuis 2010. Inspecteur général lui-même, il a cheminé au fil du temps dans diverses instances et au sein du collège scientifique de l'OVE. Nous l'avons rencontré pour évoquer sa vision, ses ambitions et les défis qui l'attendent.

Quels sont vos objectifs pour l'OVE ?

Ma nomination s'inscrit dans une logique de continuité. J'ai été très impliqué dans l'Observatoire depuis plusieurs décennies, que ce soit en tant que membre du collège scientifique ou en participant à des journées d'études... J'ai également développé une expertise autour des problématiques de la vie étudiante à travers mes différents postes, notamment au sein des ministères. À la tête de l'OVE, ma mission principale est d'assurer cette continuité, indispensable pour un organisme comme celui-ci. La continuité concerne principalement la qualité et la rigueur des données que nous collectons. L'OVE joue en effet un rôle central dans la fourniture d'informations cruciales pour tous les acteurs concernés : syndicats étudiants, associations, établissements d'enseignement supérieur, mais aussi collectivités territoriales et le ministère. Nous devons continuer à être un relais fiable d'informations pour tous ces acteurs. Mon objectif est de renforcer ces échanges et d'améliorer encore la qualité des données produites.

Comment comptez-vous vous y prendre ?

L'OVE a déjà une longue tradition de collaboration avec les acteurs publics, mais je crois qu'il est possible d'aller encore plus loin en élargissant le cercle de nos partenaires. Par exemple, les collectivités territoriales jouent un rôle de plus en plus important dans la vie étudiante. En



Olivier REY, président de l'Observatoire de la vie étudiante

renforçant nos liens avec elles, nous pourrions non seulement enrichir nos enquêtes, mais aussi proposer des solutions plus adaptées aux besoins locaux. Par ailleurs, il me semble important d'élargir nos collaborations avec des partenaires du monde de la statistique publique, afin de croiser nos données et d'en tirer des analyses plus complètes. Un autre aspect important est de faire de l'OVE un lieu d'échanges, un carrefour où toutes les expertises sur la condition étudiante se croisent. Nous avons déjà amorcé ce travail, mais je souhaite aller plus loin, notamment en rassemblant davantage de travaux universitaires sur des questions centrales (logement, travail rémunéré...), mais aussi des problématiques plus



récentes (impact du changement climatique sur les étudiants, discriminations...). Ces thématiques évoluent en même temps que la société, et il est essentiel de les prendre en compte.

Le numéro 48 d'OVE Infos, paru en cette rentrée, interroge : « La crise dans le rétroviseur ? » Où en sommes-nous aujourd'hui des conditions de vie étudiante, au regard de la situation lors de la crise sanitaire ?

La pandémie a profondément marqué la vie étudiante, et certains effets se font encore sentir. L'une des conséquences les plus immédiates a été l'arrêt brutal des petits boulots étudiants, qui constituent une ressource vitale pour de nombreux jeunes. Pendant le confinement, beaucoup d'entre eux se sont retrouvés sans revenus, ce qui a montré à quel point certains étudiants sont vulnérables lorsqu'ils perdent leurs sources de revenus. Si le travail étudiant a pu reprendre après la pandémie, nous avons pris conscience que certaines formes de précarité restent bien présentes. La santé mentale, par exemple, est une problématique qui n'a pas disparu avec la fin du Covid. En réalité, la crise n'a fait

qu'aggraver une situation qui était déjà préoccupante. Depuis plusieurs années, nous constatons une hausse du stress, de l'anxiété et même des troubles dépressifs chez les étudiants. Il ne s'agit pas uniquement de cas graves nécessitant une hospitalisation, mais de signes plus diffus : stress, épuisement, voire des idées suicidaires. Les jeunes femmes, en particulier, semblent plus affectées par ces problèmes de santé mentale. Ce sujet reste d'ailleurs au cœur des préoccupations des universités et des services de santé étudiante.

La précarité étudiante est souvent évoquée. Qu'en est-il concrètement ?

Il est essentiel de ne pas caricaturer la situation. Il existe deux visions extrêmes de la précarité étudiante, toutes deux inexactes. La première consiste à croire que tous les étudiants sont en grande difficulté, faisant la queue pour l'aide alimentaire et ne trouvant pas de logement. Ce n'est pas le cas. La seconde caricature est de penser que tous les étudiants viennent de familles aisées et n'ont aucun problème matériel, ce qui est également

faux. La réalité est plus nuancée. Environ 10 % des étudiants vivent dans une précarité durable, avec des difficultés récurrentes à trouver un logement ou à subvenir à leurs besoins alimentaires. Ces étudiants sont souvent contraints de travailler de manière excessive, ce qui peut mettre en péril leurs études. Ils dépendent aussi parfois de solutions précaires comme des logements temporaires. Parmi eux, les étudiants étrangers sont particulièrement vulnérables, car ils ne peuvent pas compter sur les mêmes aides que les étudiants nationaux, comme les bourses. À côté de ce noyau dur, environ 10 % supplémentaires connaissent des périodes de précarité ponctuelle, liées à des moments de la vie étudiante comme la rentrée universitaire. Ces périodes de difficulté peuvent peser lourdement sur leur budget. Et en tout, cela représente tout de même un nombre significatif de jeunes en difficulté.

Qu'en est-il des aides financières existantes, notamment des bourses ?

Le système des bourses joue indéniablement un rôle important pour les étudiants, mais il présente aussi des limites. Nous savons, par exemple, que les étudiants issus des familles les plus modestes, ceux qui sont dans les échelons supérieurs des bourses, reçoivent en moyenne entre 500 et 600 euros par mois. Cela peut sembler suffisant, mais en réalité, quand on analyse leurs dépenses (notamment dans des villes comme Paris), on se rend compte qu'ils auraient besoin de 800 à 900 euros par mois. Ils sont donc souvent obligés de compléter leurs revenus par des petits boulots, ce qui peut affecter la qualité de leurs études. De l'autre côté du spectre, les étudiants qui sont dans les premiers échelons des bourses ou qui reçoivent une bourse à taux zéro peuvent eux aussi rencontrer des difficultés financières, même si elles sont moins visibles. Pour ces jeunes, la bourse ne suffit parfois pas à compenser les dépenses liées à la vie étudiante, notamment dans des régions où le coût de la vie est élevé.

N° 48 OVE INFOS SEPT 2024

LA CRISE DANS LE RÉTROVISEUR ? PANORAMA DES CONDITIONS DE VIE ÉTUDIANTES EN 2023

FERES BELGHITH,
directeur de l'OVE

FANNY BUGEJA-BLOCH,
présidente du collège scientifique de l'OVE,
maîtresse de conférences à l'université
Paris Nanterre

MARIE-PAULE COUTO,
chargée de mission à l'OVE, maîtresse
de conférences à l'université Paris 8

ODILE FERRY,
responsable des études à l'OVE

THÉO PATROS,
chargé d'études à l'OVE

Les dernières années ont profondément affecté le fonctionnement des établissements d'enseignement supérieur et la vie des étudiantes et étudiants qui les fréquentent. Les pratiques et les modes de vie étudiants ont été modifiés d'une part par la hausse du nombre d'inscriptions, consécutive à la croissance du nombre de titulaires du baccalauréat et

à l'augmentation de la natalité au début des années 2000 et, d'autre part, par la crise sanitaire, avec deux confinements successifs en 2020. Ces confinements ont transformé, au moins pour un temps, les conditions d'étude et de vie des étudiantes et étudiants (enseignement à distance, frein à l'activité rémunérée, repli sur la sphère domestique, etc.). Ils ont aussi fait émerger

de nouvelles thématiques étudiantes telles que les problèmes de santé mentale et la précarité sociale, économique et alimentaire. À l'heure de la réforme annoncée des bourses et dans un contexte de forte inflation, quels effets durables de la crise sanitaire l'enquête Conditions de vie 2023 révèle-t-elle ?

L'ENQUÊTE CONDITIONS DE VIE 2023

Réalisée à un rythme triennal depuis sa création en 1994, l'enquête Conditions de vie des étudiants tient compte à la fois des problématiques constantes depuis sa première édition et d'autres problématiques contemporaines. Son lien étroit avec le dispositif de comparaison européen Eurostudent 8, administré dans 26 pays, lui permet également de saisir les spécificités des conditions de vie en France.

Pour la 10^e édition, un échantillon aléatoirement sélectionné de 260 000 étudiante-s ont été invité-s à répondre au questionnaire de l'OVE entre mars et mai 2023. Les résultats présentés correspondent à l'exploitation des 49 523 questionnaires entièrement remplis par les étudiante-s en cours d'études au moment de l'enquête. Les données brutes ont été pondérées en référence aux données d'inscription effective dans les établissements centralisées par les ministères de tutelle.

Ce sont souvent ces étudiants qui renoncent à certaines options d'études (par exemple un master dans une ville plus coûteuse), parce qu'ils anticipent des difficultés matérielles.

En conclusion, quels sont les grands défis à relever pour améliorer la condition étudiante ?

Il est crucial d'identifier précisément les formes de précarité qui touchent les étudiants, et d'apporter des réponses adaptées. Cela passe par des aides financières mieux calibrées, mais aussi par des actions concrètes pour améliorer le logement étudiant, offrir un soutien psychologique et accompagner les jeunes tout au long de leur parcours. Nous devons également anticiper les évolutions à venir. La condition étudiante évolue avec la société. Par exemple, le recours à l'enseignement à distance, qui s'est généralisé pendant la pandémie, a laissé des traces. Même si les universités sont revenues à l'enseignement en présentiel, certaines continuent de proposer des cours à distance. Ces nouvelles modalités d'enseignement doivent être mieux encadrées pour répondre aux attentes des étudiants. Dans tous les cas, l'OVE continuera à jouer un rôle central, en fournissant des données fiables et en facilitant le dialogue entre tous les acteurs concernés. En tant qu'institution, notre devoir est d'éclairer les décisions publiques et de faire en sorte que les étudiants puissent évoluer dans un cadre qui leur permette de réussir à la fois sur le plan académique et personnel. ■



www.ove-national.education.fr/



Recherche **et territoires**

Colloque annuel des villes universitaires de France
Poitiers les 16 et 17 octobre 2024



Les collectivités locales font face à des enjeux de plus en plus complexes - inflation des normes, défiance des usagers - et à des défis sociétaux - vieillissement de la population, réchauffement climatique, tensions communautaires, croissance des déchets, évolution du rapport démocratique au risque - qui nécessitent plus que jamais d'innover dans l'exercice de leurs compétences.

Par ailleurs les collectivités locales soutiennent de plus en plus les établissements d'enseignement supérieur et de recherche établis sur leur territoire mais peinent parfois à démontrer la réalité de retombées concrètes pour le développement local. L'administration de la preuve de l'utilité de tels investis-

sements prend un sens particulier en période de tensions budgétaires pour les collectivités.

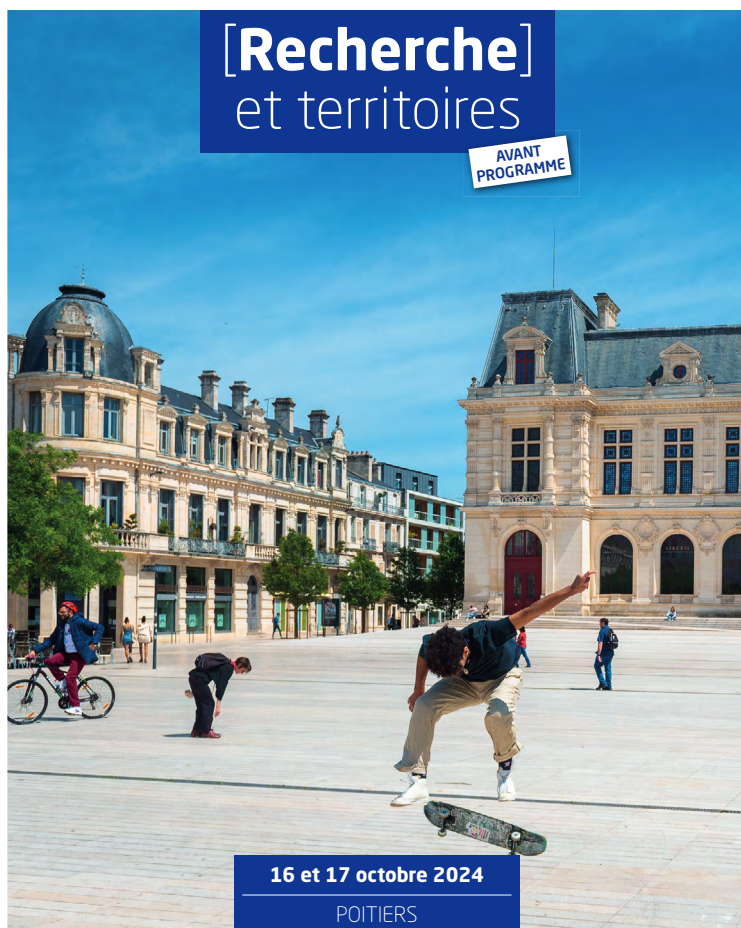
Pourtant l'enseignement supérieur et la recherche présentent d'extraordinaires gisements pour le développement local du capital humain et de l'innovation territoriale ; que ce soit dans l'action publique, qu'il s'agisse de l'aménagement urbain, des transports, de la gestion des sols, des fluides et des réseaux, ou plus largement des questions sociales et du vivre ensemble ; ou que ce soit dans la R&D des entreprises et le renouvellement de leurs cadres et agents de maîtrise.

De leur côté les établissements d'enseignement supérieur en croissance

d'autonomie développent des stratégies dans lesquelles se croisent des enjeux d'excellence scientifique, de rayonnement international et d'ancrage territorial, qui les conduisent à inventer de nouvelles formes de collaborations avec les acteurs socio-économiques ou institutionnels locaux. A la veille d'un éventuel acte II de l'autonomie des universités, l'évolution des ces relations, plus particulièrement sur les activités de recherche et de valorisation, mérite d'être interrogée et mise en perspective.

Ce sera l'objet du congrès annuel de l'AVUF organisée comme chaque fois autour d'échange d'idées, d'expériences et de bonnes pratiques de collaborations entre collectivités, acteurs économiques et académique ; notamment cette année à partir de présentation d'exemples concrets de recherche partenariale, de doctorants en conventions Cifre, chaires, boutiques des sciences, instrument de transferts de technologies et autres dispositifs de recherche-action engagées par des communes ou intercommunalités.

Jumelé à un colloque universitaire qui fera dialoguer dès le 15 octobre les chercheurs en sciences sociales autour de l'Enseignement Supérieur et la Recherche (ESR) comme objet scientifique, ce congrès annuel de l'AVUF a été préparé comme un grand moment de croisement des regards. Il permettra d'éclairer le champ du possible et partager les expériences afin que tous les territoires intègrent la société de la connaissance. ■



www.avuf.fr



Mercredi 16 octobre

A la Faculté sciences économiques – Campus de l'Université de Poitiers, 2 rue Jean Carbonnier

8h30 - **Café d'accueil**

9h15 - **Ouverture du colloque**

Accueil par Virginie LAVAL, Présidente de l'Université et François GROSDIDIER, Président de l'AVUF

9h45 **Session d'ateliers ou communications scientifiques en parallèle**

1. Complexité de la coopération recherche collectivité en SHS : comment éviter le désenchantement ? Animé par la Olivier PALLUAULT pour la SCOOP ELLYX et Stéphane VINCENT pour la 27ème Région
2. Recherche et innovation au service de la territorialisation des transitions. Animé par Diane DE MARESCHAL pour l'Institut CDC pour la Recherche, avec Charles-Benoit HEIDSIECK pour le RAMEAU et Guillaume LACROIX pour POPSU Transitions
3. Les coopérations inter-territoriales sur les activités académiques. Animé par Camille VERGNAUD et Josselin TALLEC pour le Laboratoire PACTE
4. Incuber et accompagner la croissance des start-up issues de la recherche ou de l'entrepreneuriat étudiant. Animé par Alain ASQUIN, Coordonnateur National du Plan Esprit d'Entreprendre
5. Impact des universités sur les territoires. Animé par Yannick L'HORTY, Professeur d'Économie à l'Université Gustave Eiffel

11h00 - **Pause** - exposition de posters valorisant des coopérations territoires et recherche

11h30 - **L'impact de la transformation des universités sur leur relations avec les acteurs territoriaux**

En quoi l'autonomie des universités change la relation avec l'état et les collectivités territoriales ? Quid des modèles économiques, de l'essor de l'enseignement supérieur privé, des stratégies territoriales d'ESR ?

Conférence de Christine MUSSELIN, Directrice de Recherche au CNRS, dont les travaux portent principalement sur les universités et leurs modalités de gouvernance.

Table ronde : animée par Jean-Michel LONGUEVAL Vice-président de la Métropole de Lyon et Vice-président délégué de l'AVUF

- Dean LEWIS, Président d'université Vice-président de France Universités
- François GROSDIDIER, Président de l'AVUF et Président de l'Eurométropole de Metz
- Fabienne LAGARDE, Vice-présidente de la Communauté urbaine Le Mans Métropole
- Gérard BLANCHARD, Vice-président de Région Nouvelle Aquitaine en charge de l'ESR

12h45 **Pause déjeunatoire**

14h15 - **Session d'ateliers opérationnels ou communications scientifiques en parallèle**

1. Organiser les collaborations entre les directions de la collectivité et les structures de recherche locales - Animé par la Nadine PEYRE-AYOUB pour la Ville de Paris
2. Optimiser le soutien des collectivités à la recherche, en s'appuyant sur les dispositifs qui fonctionnent - Animé par Stéphanie KUSS, DG du réseau C.U.R.I.E.

En partenariat
avec:





3. Comment la recherche publique peut avoir un effet d'entraînement sur la recherche privée, l'innovation et le développement économique local ? Animé par Lionel DELBOS pour France urbaine et Philippe BASSO pour CMI Stratégies
4. Mettre en relation demande sociale ou territoriale et recherche avec les Boutiques des Sciences et autres dispositifs d'intermédiation - Animé par Stéphanie BOST, Alliance Sciences - Société

16h00 - Quelle répartition territoriale des activités académiques ?

Conférence de Michel GROSSETTI, Directeur de recherche CNRS et directeur d'études à l'EHESS en sociologie, spécialiste des réseaux sociaux, des institutions scientifiques et des relations science-industrie

18h15 : Visites de patrimoine 2 circuits possibles (cathédrale et palais)

19h30 - Réception à l'Hôtel de Ville de Poitiers Accueil par Léonore MONCOND'HUY, Maire de Poitiers

Jeudi 17 octobre

A la Faculté sciences économiques de l'Université de Poitiers en centre-ville, 15 rue Sainte Opportune

De 8h45 à 10h30 - 4 visites sur site

Visite 1 : Technopole, pépinière H.Tag sur le quartier gare

Neoloji Technopole propose un ensemble de services centrés sur les besoins des entrepreneurs et dirigeants

Visite 2 : Espace Chaboureau (SAPS) + Escape Game "le café des curiosités" de l'Université de Poitiers

L'Université a mis en place un espace de médiation scientifique où la science se décline sous toutes ses formes

Visite 3 : Rencontre avec agents de la collectivité et chercheurs de l'Institut Pprime

Dans ce cadre Grand Poitiers a notamment des projets de recherche-actions sur des sujets divers

Visite 4 : Palais fouilles et vulgarisation d'un patrimoine historique par le CESCO

Le Palais a évolué et s'est agrandi au fil des siècles. Aujourd'hui, un nouveau chantier de réhabilitation

10h45 - Comment bien faire travailler chercheurs et collectivités ensemble ?

Table ronde animée par Marie PIERON, Adjointe au Maire d'Ivry et Administratrice nationale de l'AVUF

- Marie-Christine LEMARDELEY, Adjointe à la Maire de Paris en charge de l'ESR
- Jean-Luc DELPEUCH, Président de la communauté de Communes de Cluny, fondateur de 1000D
- Éric PAPON, pour France Universités, Chargé de mission filières industrielles et socio-économiques auprès du président de l'Université de Bordeaux
- Un représentant de la Conférence des Grandes Écoles

12h00 - Clôture des travaux et Cocktail déjeunatoire

Conclusion par Bastien BERNELA, Vice-président du Grand Poitiers et Administrateur national de l'AVUF

En partenariat
avec:



*Cité internationale universitaire de Paris : **Cité 2025,*** **une première réalisation**

Depuis plusieurs années, la Cité Internationale Universitaire de Paris (CIUP) s'engage dans un projet de développement sans précédent : le programme «Cité 2025», qui repose sur la construction de dix nouvelles maisons et l'agrandissement du parc existant, renforçant ainsi la position de la Cité en tant que campus international et innovant, ouvert aux étudiants du monde entier. La Maison d'Égypte est l'une des pierres angulaires de cette expansion.

La Cité Internationale Universitaire, qui n'avait pas vu d'extension majeure depuis 1969 (avec l'inauguration de la *Maison de l'Iran*), s'est désormais lancée dans un chantier important. D'ici 2025 en effet, 1 800 logements supplémentaires viendront s'ajouter aux 6 000 déjà existants, renforçant ainsi sa capacité d'accueil d'étudiants et chercheurs dans un contexte de mobilité internationale croissante. Cette expansion vise par ailleurs à répondre à la pénurie de logements étudiants à Paris et en Île-de-France, un enjeu majeur dans un environnement académique de plus en plus internationalisé.

Un projet de **développement historique**

Le programme «Cité 2025» repose sur un plan ambitieux de réaménagement urbain et paysager. Outre la construction des dix nouvelles maisons, ce projet inclut la modernisation des infrastructures existantes, ainsi que la requalification et l'agrandissement du parc de 34 hectares. Ces changements visent à faire de la CIUP un modèle de campus aux standards internationaux, à la fois en termes de qualité de vie étudiante et d'intégration territoriale. La volonté affichée est également de répondre aux enjeux

du développement durable, en privilégiant l'optimisation énergétique des bâtiments et la préservation de l'écosystème végétal du site.

La réalisation du programme «Cité 2025» est rendue possible grâce à des partenariats solides, impliquant non seulement des institutions françaises (chancellerie des universités de Paris, *Ministère de l'Enseignement supérieur, Ville de Paris*), mais aussi des partenaires internationaux, comme les gouvernements des pays impliqués dans la construction des nouvelles maisons. Ce cadre de coopération témoigne de l'ambition de la CIUP de devenir une



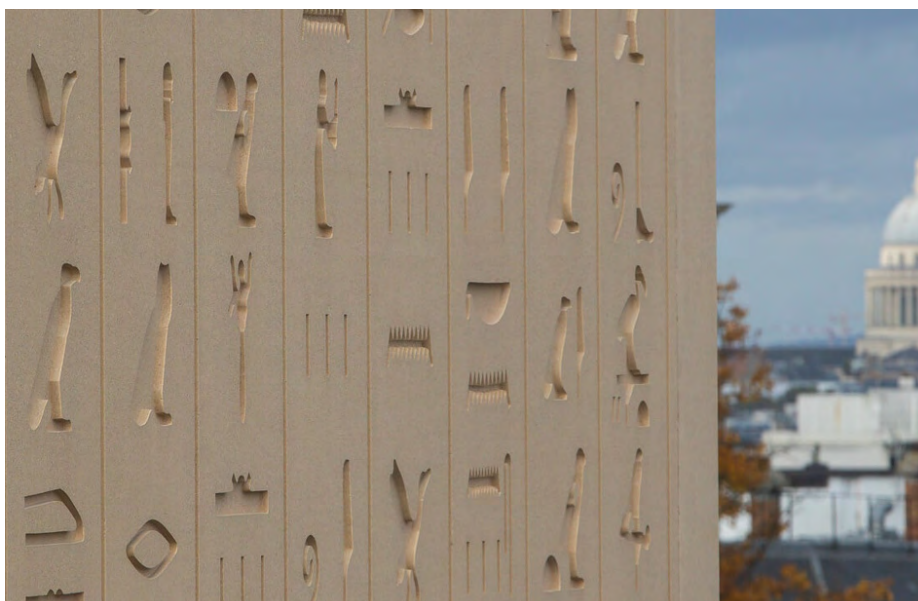
plateforme de dialogue et de coopération entre les cultures, à travers la diversité de ses résidents et de ses bâtiments.

Avec des infrastructures modernes, un environnement verdoyant et des espaces de vie collectifs, le campus est pensé pour encourager les échanges culturels et intellectuels entre les étudiants de toutes origines. Il s'agit aussi d'un engagement fort en faveur de l'intégration urbaine : les nouvelles maisons respecteront les spécificités architecturales et paysagères du site, tout en répondant aux besoins d'accueil d'une population étudiante en constante augmentation.

La Maison d'Égypte, nouvelle **vitrine culturelle et universitaire**

Au cœur de ce projet d'extension, la *Maison d'Égypte* illustre les ambitions de coopération internationale qui sous-tendent la dynamique. Annoncée par Emmanuel Macron en 2017, dans le cadre du renforcement des relations universitaires entre la France et l'Égypte, la première pierre de la Maison d'Égypte a été posée le 9 décembre 2020. Ce bâtiment symbolise l'engagement de la République arabe d'Égypte en faveur du rayonnement de sa culture et de son savoir universitaire, au cœur même de la capitale française.

Conçue par les agences [Sam Architecture](#) et [Dar Arafa Architecture](#), la *Maison d'Égypte* se démarque par son architecture audacieuse. Le bâtiment s'inspire de l'essence de l'architecture égyptienne tout en s'intégrant harmonieusement à l'environnement moderne de la *Cité*, connu pour abriter des bâtiments emblématiques comme la *Fondation Suisse* de Le Corbusier. Ce projet ambitieux propose ainsi une forme monolithique monumentale en béton autonettoyant, tout en respectant le cadre naturel de la *Cité* - notamment avec un atrium de huit étages baigné de lumière naturelle, et un jardin intérieur de plantes égyptiennes. Des textes égyptiens anciens,





choisis par l'architecte Waleed Arafa avec l'aide d'égyptologues, ornent la façade principale de la maison, constituant un message sur l'importance de l'apprentissage et de la connaissance.

Plus qu'un simple lieu d'hébergement, la *Maison d'Égypte* a pour vocation de devenir un véritable foyer pour ses résidents, qu'ils soient égyptiens ou d'autres nationalités. Elle accueillera 185 chambres, 7 studios et 3 appartements T2, offrant ainsi des conditions de vie confortables et adaptées aux besoins des étudiants. À cela s'ajoutent des espaces communs variés : cuisines d'étage, foyer étudiant, salles de sport, d'étude, studios de musique et une salle polyvalente de 200 places, permettant à la fois des activités académiques et culturelles.

Un engagement pour le développement durable

En accord avec les objectifs de développement durable de la *Cité Internationale*, la *Maison d'Égypte* intègre par ailleurs des solutions écologiques, comme des panneaux solaires couvrant 15% des besoins énergétiques du bâtiment. Ce dernier, par son architecture ouverte et ses espaces de vie communs, favorise également les échanges et le bien-être des résidents, tout en respectant l'environnement.

Pour toutes ces raisons, la *Maison d'Égypte* est une preuve supplémentaire de l'importance des échanges culturels et universitaires au sein de la *CIUP*. Elle contribue à faire de cette dernière un campus moderne, exemplaire sur le plan environnemental, tout en restant fidèle à sa mission d'ouverture et de diversité culturelle. À travers ce projet, la *CIUP* confirme son ambition de devenir un modèle international d'intégration et d'innovation pour les étudiants et chercheurs de demain. ■



contact - ciup.fr

Crédit photo : Dar Arafa Architecture



La SMERRA aux côtés des étudiants **et des établissements pour la rentrée !**

Chaque rentrée universitaire marque une nouvelle étape dans le parcours académique d'un étudiant. Fidèle à ses valeurs mutualistes et non lucratives, la SMERRA s'est engagée pour le mieux-vivre étudiant sur l'ensemble des régions et apporte des solutions adaptées aux besoins et grands changements caractéristiques d'une nouvelle vie étudiante.

Des solutions de logement aux meilleures conditions de loyer et de confort

Grâce à un maillage territorial de résidences étudiantes, la SMERRA accompagne les étudiants pour accéder à leur 1er logement ! Ce sont près de 20 000 logements dans plus de 130 résidences situées à proximité des lieux d'enseignement qui sont ainsi proposés. Les logements ouvrent droit aux aides de la CAF (APL ou ALS) et offrent un environnement de vie favorable à la réussite des études.

Une couverture santé conçue à partir des besoins des étudiants

Mutuelle étudiante, la SMERRA est à but non lucratif et son conseil d'administration est composé de jeunes et d'étudiants bénévoles. En plus de déterminer les orientations de la mutuelle, ils décident des évolutions des garanties santé pour correspondre aux attentes des étudiants. Leur engagement a ainsi permis la mise en place de remboursements innovants : des préservatifs masculins et féminins, des protections périodiques, des fruits et légumes, des séances « médecines douces », de consultation d'un psychologue ou encore la prise en charge de retour de soirée en taxi. Plusieurs formules ont été pensées pour que chaque étudiant puisse opter pour celle qui correspond à sa situation, notamment en cas de couverture par une complémentaire santé parentale, et à ses dépenses.

« Student Cover France » dédiée aux étudiants internationaux en France

La SMERRA a créé cette offre de services pour les étudiants internationaux pour couvrir leurs dépenses de santé dès leur arrivée en France, avant leur immatriculation ou affiliation au régime d'assurance maladie obligatoire, et tout le reste de l'année d'études selon les principes du régime complémentaire

Des offres d'assurances évolutives adaptées aux moments-clés de la vie étudiante

Experte du quotidien étudiant depuis plus de 50 ans, la SMERRA développe des assurances sur-mesure :

- La responsabilité civile et individuelle accident,
- L'assurance logement,
- L'assurance à l'étranger pour couvrir, sans avance de frais, les étudiants partout dans le monde
- L'assurance téléphone et tablette

De fortes ambitions en prévention et promotion de la santé

Dans une vision globale de la santé, la SMERRA intervient en prévention et promotion de la santé auprès des jeunes du secondaire et du supérieur, en considérant les spécificités de ces publics et l'ensemble des déterminants impactant leur santé et leur

bien-être. La mutuelle poursuit son plan pluriannuel stratégique de santé étudiante. Composé d'actions et de dispositifs, ce plan aborde les principaux thèmes auxquels les jeunes peuvent être confrontés dans leur quotidien : les conduites à risques, les addictions, la sexualité, l'usage du numérique, l'alimentation, l'activité physique ou la santé mentale. Les interventions de la SMERRA s'appuient sur des fondamentaux tels que la prévention par les pairs, les dynamiques partenariales, l'animation participative, ...

Des services pour faciliter le quotidien

Les adhérents SMERRA et locataires des résidences étudiantes fédérées par la SMERRA, bénéficient de réductions importantes via un système simple de codes promos en ligne, les avantages « Stud'Life », ce qui participe à l'amélioration de leur pouvoir d'achat. L'ensemble des garanties santé et assurances sont accessibles en ligne sur smerra.fr. Le paiement est sécurisé et toutes les attestations sont consultables et téléchargeables depuis l'espace personnel. Une équipe de conseillers multilingues sont à l'écoute des étudiants du lundi au vendredi et répondent aux messages écrits (courriels ou réseaux sociaux) sous 48H. Des guides pratiques sont mis à disposition des étudiants et lycéens pour informer et accompagner dans les démarches de recherche d'un logement, d'études ou séjour à l'étranger, d'orientation post-bac, ...

Une présence au sein des établissements, à la rentrée et tout au long de l'année

En cette période de rentrée universitaire, les équipes de la SMERRA sont mobilisées pour intervenir dans les établissements d'enseignement supérieur, dans de nombreuses villes et sous différentes formules : Journées d'accueil, semaines d'intégration, stand, intervention en classe, etc. La

SMERRA peut être sollicitée toute l'année pour animer des interventions autour de la promotion et de la prévention santé, du système de soins et d'assurance en France ou à l'étranger. ■



Contact :
Stéphane PUGEAT
Directeur délégué SMERRA
07 64 36 85 74
stephane.pugeat@uitsem.com



Fondation SMERRA : découvrez les **3 projets lauréats de l'Agitateur !**

Après avoir révélé le premier lauréat de la 6ème édition de l'Agitateur, la Fondation SMERRA annonce les deux derniers projets sélectionnés, chacun bénéficiant d'une dotation de 4 000€. Ces projets ont été retenus à la suite de leur participation à l'appel à projets l'Agitateur.

Ouvert à tous (étudiants, lycéens, enseignants, associations) l'Agitateur vise à soutenir les initiatives améliorant la vie étudiante en récompensant des projets à but non lucratif destinés à être mis en place sur le territoire français à travers 3 dotations de 4 000€ chacune soit une enveloppe globale de 12 000€. Après des finales organisées en visio-conférence en mai dernier, la Fondation SMERRA dévoile ainsi les résultats définitifs de cette 6ème édition !

Catégorie « **amélioration de la santé et/ou vie étudiante** »

Dans le précédent numéro d'Universités & Territoires, nous vous révélons le 1er projet lauréat : « Espace Parenthèse » du Lycée Agricole Rochefort-Montagne visant à créer un lieu d'écoute active et de décompression à destination des étudiants de l'établissement. À cette occasion, la Fondation SMERRA a remis le chèque lors de leur

dernier jour de cours. En présence de Dominique Jarlier, Maire de Rochefort-Montagne, Justine Crabouillet, administratrice de la Fondation SMERRA, et Daniella Zadi, Présidente de la SMERRA et membre du jury, ont remis le chèque à Thibault et Marine, étudiants en BTS gestion et protection de la nature.

Catégorie « initiative Solidaire et Citoyenne »

Trois projets étaient en compétition lors de la finale de cette catégorie : Délivraide, qui propose des kits alimentaires et hygiéniques aux étudiants via une plateforme en ligne, Dé/Zoom Festival, une journée dédiée au journalisme, à l'audiovisuel et à la sensibilisation au rapport à l'information pour les étudiants nantais, et enfin, le projet Ateliers cuisine et repas gratuits, dont l'objectif est de sensibiliser les étudiants à une alimentation saine à travers des ateliers et repas végétariens, anti-gaspillage et gratuits près de La Rochelle. Ce dernier projet, porté par l'association Les Héritiers de la Récup, a été salué par le jury et a remporté une dotation de 4 000 €.

Catégorie « Grande cause nationale 2024 : promotion de l'activité physique et sportive »

A l'occasion des Jeux Olympiques et Paralympiques, le Président de la République a décrété la promotion de l'Activité Physique et Sportive comme Grande Cause Nationale 2024. Dans cette dynamique, la Fondation SMERRA a choisi d'ajouter cette catégorie

à son appel à projets encourageant l'activité physique chez les étudiants. Trois projets finalistes se sont affrontés en finale : la Nightline Run Paris, en faveur de la santé mentale des jeunes et étudiants, Run My UPVD, une course solidaire visant à récolter des fonds pour les étudiants en situation de handicap, et Sport Pour Tous, une série d'événements sportifs organisés par la Fédération Sportive des Écoles d'Architecture. Pour la troisième année consécutive, le projet de la FSEA a gagné la confiance du jury et remporté le prix dans cette catégorie.

En attendant la prochaine édition prévue pour fin 2023, la *Fondation SMERRA* vous encourage à suivre son actualité. Vous pourrez notamment découvrir bientôt les vidéos et interviews des lauréats en vous abonnant à sa page LinkedIn : <https://www.linkedin.com/company/fondation-smerra-initiatives-etudiantes/>



Retrouvez toutes les archives
www.universites-territoires.fr

Jeunes aidants étudiants : entre **reconnaissance et soutien**, un enjeu crucial

Parmi les jeunes aidants, les étudiants - qui concilient études et soutien à un proche en perte d'autonomie - sont longtemps restés invisibles. Leur situation, nécessitant pourtant une attention particulière, commence pourtant à recevoir l'attention nécessaire - notamment grâce aux actions récentes du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Ces efforts s'accompagnent d'une meilleure compréhension de leurs besoins, des dispositifs d'accompagnement spécifiques, et d'une reconnaissance accrue de leur rôle au sein de la société.

La reconnaissance du rôle d'aidant, en France, est relativement récente : en 2015, la *loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement* reconnaît enfin le rôle d'aidant familial, mais sans distinguer spécifiquement les jeunes aidants (ni, parmi eux, les étudiants). Ce vide juridique a commencé à être comblé, notamment grâce à des études comme celle, en 2022, de *Campus Care* du programme de recherche [JAID de l'Université Paris Cité](#), qui a révélé un chiffre impressionnant : près de 16 % des étudiants en France sont des aidants - soit environ 450 000 jeunes.

Une reconnaissance **tardive** mais **nécessaire**

Ces jeunes aidants, bien que nombreux, n'étaient pas intégrés aux politiques spécifiques jusqu'à récemment. C'est avec la publication de rapports et d'études que leur situation a gagné en visibilité, ouvrant la voie à des dispositifs dédiés - d'abord à titre expérimental, puis progressivement institutionnalisés à partir de 2020.

Ces mêmes recherches ont mis au jour le fait que les jeunes aidants étudiants se distinguent par plusieurs caractéristiques. Selon l'enquête [Campus Care](#), la grande majorité sont des femmes (85,7 %) et ont en moyenne



Lucas aide sa sœur, qu'il a toujours connu en situation de handicap. Il l'écoute souvent parler de ses inquiétudes, essaie de la rassurer. Il l'aide à se déplacer et à manger quand elle est trop fatiguée pour le faire elle-même. Pour lui, c'est naturel d'aider, même si ce n'est pas toujours facile. Il a choisi de s'inscrire dans une université près de sa famille, pour toujours pouvoir être là si sa sœur ou ses parents ont besoin de lui.

Le saviez-vous ?

16% des étudiantes et étudiants entre 18 et 25 ans sont des aidants familiaux.

Source : Étude CAMPUS-CARE menée par le Laboratoire de Psychopathologie et Processus de Santé d'Université Paris Cité.

20,2 ans. Ils soutiennent principalement leur mère ou leur père, mais aussi parfois leurs grands-parents voire des membres de leur fratrie. Ce soutien inclut des tâches variées : soins personnels, aide émotionnelle, gestion du domicile et assistance administrative.

Par ailleurs, ces responsabilités pèsent souvent lourdement sur leur vie académique, sociale et mentale, augmentant leur risque de fatigue, d'anxiété et d'isolement. Une autre caractéristique frappante concernant les jeunes aidants est leur tendance à se spécialiser dans les filières de santé et de soins. En effet, nombreux sont ceux qui choisissent ces parcours universitaires, influencés par leur expérience d'aidance. Cela démontre l'impact profond de leurs responsabilités sur leur choix de carrière et leur trajectoire académique.

Des dispositifs d'accompagnement

Pour répondre aux besoins spécifiques de ces étudiants, plusieurs dispositifs ont été mis en place au fil des années, avec des améliorations notables en 2023 et 2024. Parmi ceux-ci, un [Ré-gime spécial d'études](#) (RSE) qui leur permet de bénéficier de dispenses d'assiduité, d'aménagements pour les examens et de cours en ligne - ce qui limite le risque de décrochage. Il est essentiel pour ceux dont les obligations familiales peuvent interférer avec leurs études.

Un soutien financier existe également. Mieux encore : depuis la rentrée 2023, les jeunes aidants ont droit à 4 points supplémentaires pour les bourses sur critères sociaux, renforçant ainsi leur accès à une aide financière précieuse. Ce soutien est crucial, car beaucoup de jeunes aidants vivent dans des situations de précarité, souvent alourdies par le poids des responsabilités familiales.

En parallèle, et parce que les besoins psychologiques de ces jeunes ne sont pas à sous-estimer. Des associations comme [JADE](#) et [La Pause Brindille](#) offrent des moments de répit et de soutien psychologique à ces jeunes, pour leur permettre de «souffler» et de partager leurs expériences.

Enfin, les campus connectés sont susceptibles de leur donner l'occasion d'étudier à distance tout en restant proches de leurs proches aidés. Ils offrent également un accompagnement personnalisé et un tutorat, ce qui aide les jeunes aidants à concilier études et aidance. Une flexibilité essentielle pour éviter l'abandon des études dans un contexte familial compliqué.

Le ministère enfin mobilisé

Ces deux dernières années, le *ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* a intensifié ses efforts pour améliorer la situation particulière des étudiants aidants. L'une des

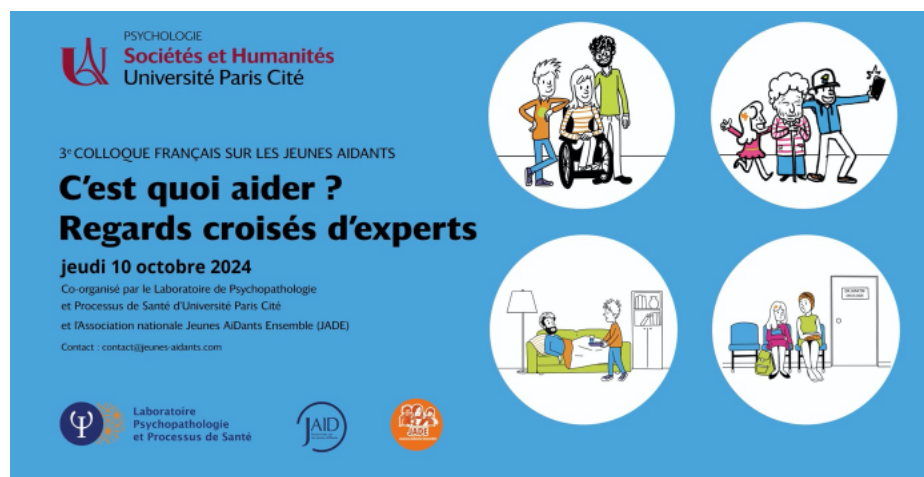
mesures-phares, on l'a vu, est l'ajout de points supplémentaires pour les bourses, dès 2023. Il a en outre lancé, cette année, un [site dédié aux jeunes aidants](#), rassemblant des informations sur les aides disponibles et les démarches à suivre. Ce portail vise ainsi à simplifier l'accès aux ressources pour les étudiants concernés.

En parallèle, des campagnes de sensibilisation ont été lancées dans les établissements d'enseignement supérieur pour informer les administrations des besoins spécifiques des jeunes aidants. Le but est d'inciter les universités à adapter leurs dispositifs, afin que ces étudiants puissent bénéficier de la flexibilité nécessaire et ce, bien entendu, sans stigmatisation ni exclusion.

L'importance des colloques

En octobre 2024 se tiendra à Paris le [3ème Colloque sur les jeunes aidants](#), un événement réunissant experts de la recherche, professionnels de la santé et acteurs de terrain pour discuter des avancées et des défis à venir. Les discussions porteront notamment sur l'impact de l'aidance sur la santé mentale et la réussite académique des étudiants.

Ce colloque sera par conséquent l'occasion de faire un nouvel état des lieux des dispositifs en place et d'envisager des pistes pour améliorer encore l'accompagnement des jeunes aidants. Car si les jeunes étudiants bénéficient aujourd'hui d'une reconnaissance accrue, beaucoup reste à faire. Grâce à la mobilisation des associations, des chercheurs et des institutions, des dispositifs concrets facilitent désormais la conciliation des études avec leurs responsabilités spécifiques. ■



PSYCHOLOGIE
Sociétés et Humanités
Université Paris Cité

3^e COLLOQUE FRANÇAIS SUR LES JEUNES AIDANTS

**C'est quoi aider ?
Regards croisés d'experts**

jeudi 10 octobre 2024

Co-organisé par le Laboratoire de Psychopathologie et Processus de Santé d'Université Paris Cité et l'Association nationale Jeunes Aidants Ensemble (JADE)

Contact : contact@jeunes-aidants.com

Laboratoire Psychopathologie et Processus de Santé

JADE

PSA

Illustrations : quatre cercles blancs sur fond bleu montrant des situations de soutien familial : un jeune aidant avec un vélo, un jeune aidant avec un bébé, un jeune aidant avec un parent âgé, et un jeune aidant avec un parent malade.



Site internet : [MESR](#)

A Toulouse, les *Kaps* soufflent leur dixième bougie !

par François Perrin

Le 24 avril dernier, à Toulouse, une rencontre était organisée pour fêter les dix ans des Colocations à projets solidaires (Kaps). A cette occasion, un grand nombre de parties prenantes ont eu l'occasion de s'exprimer, afin de mettre en lumière les défis et succès de ce programme. Il en est notamment ressorti qu'à travers une coopération étroite entre les acteurs locaux, il est possible de favoriser l'engagement des jeunes, de revitaliser les quartiers prioritaires et de bâtir une ville plus inclusive.

afev **
CRÉATEUR DE LIENS SOLIDAIRES

Au cœur du printemps 2024, le quartier du Mirail, à Toulouse, était ainsi le théâtre d'une rencontre dédiée à la politique de la ville, à l'engagement étudiant et au rôle-clé que peuvent jouer les acteurs locaux pour renforcer la mixité sociale et l'inclusion au sein des quartiers prioritaires. Les *Kaps*, mis en place en collaboration avec divers acteurs locaux, vise à revitaliser les quartiers prioritaires en y intégrant des jeunes étudiants volontaires (les «kapseurs»), qui s'investissent dans des projets de solidarité.

Les kapseurs dans la ville

Gaëtan Cognard, élu chargé de la politique de la Ville de Toulouse, a

souligné l'importance de mobiliser non seulement les habitants, mais aussi un large éventail d'acteurs économiques et associatifs pour renforcer l'impact du programme. Les étudiants, en s'engageant activement, deviennent un maillon essentiel entre les différents protagonistes de la ville, favorisant un véritable renouveau social. Ces kapseurs, souvent perçus comme des ambassadeurs, représentent non seulement les quartiers dans lesquels ils résident, mais aussi la ville entière de Toulouse.

Leur présence contribue à changer la perception de quartiers comme le Mirail, traditionnellement associés à des difficultés socio-économiques, mais de plus en plus attractifs pour de jeunes

étudiants. Gaëtan Cognard a également précisé que ces jeunes bénévoles jouent un rôle fondamental dans le renforcement de la mixité sociale en créant des ponts entre différentes générations, des familles aux jeunes, contribuant ainsi à la construction d'une ville plus solidaire et inclusive.

Le rôle-clé des acteurs locaux

Marie-Christine Jaillet, spécialiste des politiques urbaines à l'Université Toulouse Jean Jaurès, a apporté un éclairage historique sur la relation complexe entre l'université et le quartier du Mirail. Elle a rappelé que la création de l'Université en périphérie avait engendré un sentiment de «périphérisation des savoirs», éloignant symboli-



quement le savoir académique de ces territoires. Cependant, grâce à des initiatives telles que le programme *Kaps*, ces barrières tendent à disparaître. Le renforcement des liens entre l'université et son environnement immédiat, à travers l'engagement étudiant, montre que l'éducation et l'action sociale peuvent marcher main dans la main pour réduire les inégalités sociales et offrir plus d'opportunités aux jeunes issus de ces quartiers.

Florian Prussak, du *Crous de Toulouse-Occitanie*, a de son côté rappelé que les *Crous*, loin d'être de simples gestionnaires de logements, jouent un rôle central dans la vie sociale des étudiants. Ils encouragent les initiatives comme les *Kaps* en proposant des logements à des prix abordables et en créant des dynamiques collectives favorisant l'intégration des jeunes. Le partenariat avec la ville et les associations permet de renforcer cette action.

Bertrand Serp, président de *Toulouse Métropole Habitat*, a quant à lui souligné que la réussite du programme repose sur la capacité à proposer des logements à loyers modérés, favorisant ainsi l'implication des jeunes dans la vie de leur quartier tout en assurant une mixité sociale et intergénérationnelle. Cette initiative, par sa portée humaine et sociale, joue un rôle-clé dans la pacification des relations et la cohésion sociale au sein des quartiers.



Et à grande échelle ?

Nicolas Le Roux, de l'*Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU)*, a ensuite insisté sur l'importance de l'urbanisme et de la rénovation des quartiers prioritaires pour assurer la pérennité de ces projets. Selon lui, la rénovation urbaine doit s'accompagner d'objectifs sociaux et culturels, et les *Kaps* constituent un exemple parfait de l'apport que les étudiants peuvent offrir à ces quartiers en transformation. L'énergie et la vitalité qu'ils mobilisent redonnent de la vie aux quartiers tout en attirant de nouveaux habitants, contribuant ainsi à leur redynamisation.

Pour conclure cette rencontre, Kheira Boukralfa, responsable nationale Logement à l'*Afev*, a appelé à une massification des *Kaps*. Actuellement présent dans 90 quartiers et 40 villes, le dispositif, malgré son succès, reste modeste. Elle a donc insisté sur la nécessité d'étendre cette initiative pour toucher un plus grand nombre de jeunes et d'habitants. Pour y parvenir, les *Kaps* devront continuer à s'appuyer sur des partenariats solides avec les collectivités locales, les bailleurs sociaux et les universités, tout en maintenant leur objectif de créer des liens forts entre les habitants et les jeunes dans les années à venir. ■



Imagin'Erdre : 94 nouveaux logements étudiants **Loire Campus au cœur de Nantes**

Imagin'Erdre est la troisième résidence étudiante de Loire Campus à Nantes, un projet ambitieux lancé en 2021 par La Nantaise d'Habitations, filiale du Groupe Action Logement et première ESH de Loire-Atlantique avec un parc de plus de 14 000 logements.

Loire Campus propose des logements étudiants meublés, clefs en main, à loyer modéré tout en offrant un haut niveau de qualité de services et d'accompagnement social. Les résidences s'adressent principalement aux étudiants, apprentis et alternants qui rencontrent des difficultés à se loger dans le parc privé ou à obtenir une place au CROUS.

Avec son équipe dédiée, Loire Campus gère aujourd'hui 427 logements étudiants répartis sur trois résidences agréées « résidences universitaires » au cœur de Nantes : La Brunellière, La Grande Voile et désormais Imagin'Erdre.

Imagin'Erdre : confort et modernité au cœur de la Ville

Située dans le quartier de la Tortière à Nantes, à quelques pas des bords de l'Erdre et à proximité des campus Michelet-Tertre et Centre Loire, Imagin'Erdre a accueilli ses premiers résidents à l'été 2024. Proche du centre-ville, des services et des commerces, son emplacement offre un cadre de vie privilégié qui fait la part belle aux mobilités douces.

Cette résidence, conçue par l'agence HUCA et réalisée par le promoteur nantais ADI, se distingue par une signature architecturale contemporaine alliant des matériaux durables et des finitions élégantes.

Les 94 studios de 15 à 27 m² répartis sur trois bâtiments offrent un confort

optimal grâce à un aménagement fonctionnel et des équipements modernes (meublier inclus, kits linge et vaisselle en option).



La Nantaise d'Habitations 
Groupe ActionLogement



La salle de convivialité et le grand jardin paysager en cœur d'îlot accessibles à tous sont pensés pour favoriser les échanges et lutter contre l'isolement parfois ressenti par les étudiants.

Ces espaces partagés permettent aux étudiants de se réunir pour travailler ou pour se détendre, et à l'équipe Loire Campus d'organiser des rencontres privilégiées avec des associations partenaires engagées en faveur du bien-être des jeunes qui proposent des animations thématiques autour de l'alimentation, de la santé, de la gestion des addictions, ...

Une offre de services complète pour faciliter la vie étudiante

Les résidences Loire Campus se positionnent comme une alternative abordable au parc privé sur un territoire tendu tout en maintenant des standards élevés. Imagin'Erdre propose des loyers à partir de 405 € toutes charges comprises (eau, électricité, chauffage et connexion internet illimitée). Ce modèle de logement «clés en main» permet aux étudiants de s'installer sans frais de dossier, avec un loyer réglable en fin de mois et ouvert à l'APL.

Imagin'Erdre met l'accent sur la sécurité de ses résidents avec un accès sécurisé, un système de vidéosurveillance et la présence d'un gardien de nuit, ainsi qu'un service d'astreinte

technique disponible 24h/24 et 7j/7 mutualisé avec celui de La Nantaise d'Habitations. Des services à la carte, comme la laverie automatique ou le parking sécurisé, viennent compléter l'offre pour répondre aux besoins spécifiques des étudiants.

L'accompagnement social au cœur de la mission Loire Campus

Éloignés de leur sphère familiale, de nombreux étudiants peuvent se sentir isolés et développer un sentiment de mal-être. Afin de détecter et de répondre aux situations de détresse émotionnelle de ses résidents, Loire Campus propose en collaboration avec la société Apsytude des vidéoconsultations individuelles et confidentielles avec des psychologues, intégralement prises en charge.

Ce partenariat conforte la mission d'utilité sociale de Loire Campus en favorisant le bien-être des étudiants afin qu'ils s'épanouissent dans leur formation et dans leur vie personnelle.

Un engagement dans la durée en faveur du logement pour tous

Avec sa troisième résidence Loire Campus, La Nantaise d'Habitations continue de renforcer son engagement en faveur du logement étudiant accessible et de qualité, en offrant un

cadre de vie fonctionnel, sécurisé et convivial, en plein cœur de Nantes.

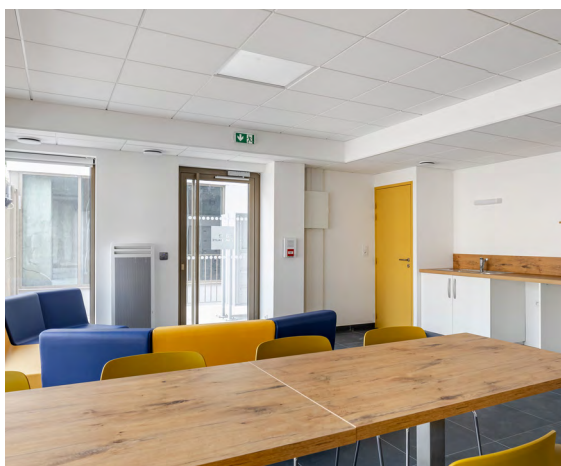
« En tant que bailleur responsable présent sur ce territoire depuis plus d'un siècle, nous nous devons de répondre au besoin criant des étudiants et des alternants qui ne parviennent pas à se loger sur la métropole compte tenu des prix pratiqués et du manque d'offres, précise Thomas CAUDRON, Directeur Général de La Nantaise d'Habitations. Notre objectif est de leur offrir les meilleures conditions pour qu'ils puissent effectuer leurs études et démarrer leur vie active et ainsi s'établir sur le territoire, en développant une offre durable de résidences universitaires qui allie prix accessible, services adaptés et accompagnement social.

A l'occasion de cette rentrée 2024, nous sommes très heureux d'inaugurer Imagin'Erdre, notre troisième résidence Loire Campus à Nantes. Nous poursuivons activement notre développement avec 3 autres projets en cours d'étude ou de montage pour près de 200 logements supplémentaires dans les prochaines années et un objectif de 1 000 logements d'ici à 2030. » ■



www.loirecampus.fr

Crédits photos :
Agence Brunet-Monié
et La Nantaise d'Habitations



Crise du logement étudiant : **comment mieux accompagner les territoires ?**

La crise du logement étudiant en France s'est intensifiée ces dernières années, alimentée par plusieurs facteurs structurels. L'autonomisation des jeunes, la dispersion des lieux d'études, et la croissance continue du nombre d'étudiants ont conduit à une demande accrue, mettant une forte pression sur le marché locatif. Simultanément, l'offre de logements ne suit pas : la hausse des prix de l'immobilier limite la rotation locative, tandis que l'essor des meublés de tourisme ou encore la vacance prolongée ont réduit les options disponibles pour les étudiants.

Ces tensions sont particulièrement vives dans les grandes agglomérations, où la concentration d'étudiants entraîne une augmentation des loyers, des périodes de location plus longues, et une précarisation croissante des étudiants, avec des impacts négatifs sur leurs conditions de vie et leur santé mentale.

Comprendre et connaître pour mieux agir

L'amélioration de la connaissance fine des mécanismes à l'œuvre est

cruciale pour permettre une prise de décision éclairée. En comprenant mieux les dynamiques locales du logement étudiant, il devient possible d'identifier les problèmes spécifiques à chaque territoire et d'élaborer des stratégies ciblées et efficaces. Cela permet non seulement d'agir plus rapidement, mais aussi de mettre en place des solutions adaptées qui peuvent améliorer la situation sur le terrain.

Depuis 2017, le réseau des collectivités pour l'Enseignement Supérieur et

la Recherche, réunissant France Urbaine, Intercommunalités de France, Villes de France, l'AVUF et la FNAU, s'efforce de mieux comprendre les enjeux territoriaux du logement étudiant. Ce réseau aide les territoires à créer et labelliser leurs propres Observatoires Territoriaux du Logement Étudiant (OTLE) au sein d'un cadre national structuré.



Les observatoires territoriaux du logement étudiant : une réponse concertée

Les OTLE sont conçus comme des plateformes de concertation où collectivités locales et acteurs du logement étudiant se réunissent pour identifier les spécificités de chaque territoire. En s'appuyant sur un ensemble commun d'indicateurs, ces observatoires offrent une vision détaillée de la demande et de l'offre de logements étudiants, adaptée à la diversité des contextes locaux. Ils permettent ainsi d'éclairer les décisions publiques à long terme et d'intégrer le logement étudiant dans les documents de planification territoriale. Aujourd'hui, une trentaine d'OTLE sont labellisés et suivis à travers la France, opérant à différentes

échelles territoriales. De nouveaux observatoires continuent de voir le jour, renforçant ainsi la capacité des territoires à répondre de manière proactive aux défis du logement étudiant.

[En savoir plus](#)



LOGEMENT ÉTUDIANT : OBSERVER POUR DÉCIDER

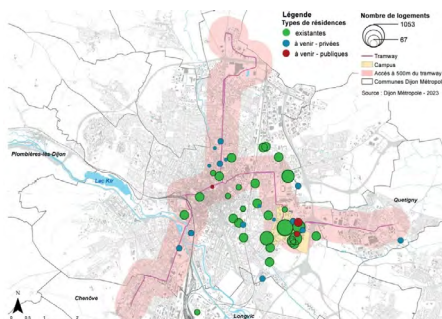
Guide 3. Pour comprendre la diversité des approches
sur le logement des étudiants et des jeunes MARS 2023



FNU INTERCOMMUNALITÉS DE FRANCE AVUF France Universitaire FRANCE 2030 VILLES

Comprendre et agir : les territoires en action

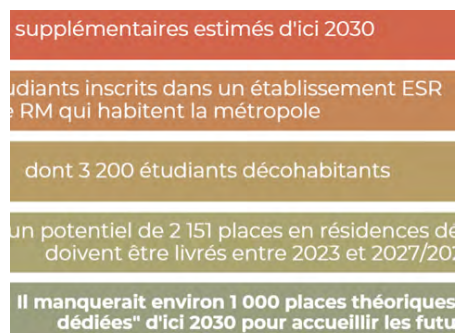
Observer



Les OTLE permettent de dresser un état des lieux sur le sujet du logement étudiant. Celui de Dijon a par exemple commencé par recenser les types de logement des étudiants, l'évolution des effectifs, la spécificité des alternants et des étudiants étrangers, leurs capacités financières, l'offre disponible, et les projets en cours de montage. Cette observation a notamment permis à Dijon de réorienter certains projets en fonction des besoins des étudiants.

[Plus d'informations ici.](#)

Anticiper



Plusieurs OTLE tentent d'anticiper les besoins futurs. L'OTLE de Rennes a développé une méthodologie permettant d'estimer les effectifs étudiants et les besoins en logements associés à horizon 2030. Ces projections permettent d'orienter l'action publique et notamment l'inscription des objectifs de production dans les documents de planification : PLUi, PLH etc.

[Plus d'informations ici.](#)

Mettre en adéquation



Sollicitée par des promoteurs pour construire des résidences étudiantes sur le Technopole, la Métropole de Brest a demandé à l'OTLE une étude permettant d'appréhender les attentes, les besoins et les éventuelles difficultés des étudiants pour se loger sur ce site. Cette étude a permis de lancer un appel à projet ciblé sur les besoins réels des étudiants. Un groupement a finalement été retenu pour réaliser le projet, avec une programmation adaptée au contexte et attentes locales.

[En savoir plus](#)

Déménager pour étudier : des conséquences **pour les jeunes comme pour les régions**

Ce 12 juillet 2024, la phase principale d'admission de Parcoursup s'est terminée pour les 650 000 bacheliers français, que ce soit avec joie, surprise... ou déception. Pour beaucoup, l'heure est désormais à l'organisation et aux recherches de logement.

THE CONVERSATION

Le départ pour les études est un chamboulement personnel : premier appartement, premières courses tout seul, nouveaux amis.

C'est un chamboulement structurel, aussi, pour le territoire d'où l'on vient et le territoire où l'on va.

Dans les grandes villes étudiantes comme Toulouse, Rennes ou Strasbourg, des milliers de jeunes affluent à la sortie du lycée. La structure d'âge fait un virage : dans ces villes, on trouvera bien plus de jeunes de 18 ans que de jeunes de 17 ans. Au bout de trois ans, soit la durée d'une licence, le mécanisme s'enclenche de nouveau : on va faire son master ailleurs, ou encore on choisit d'arrêter ses études et on se déplace au rythme d'une autre musique, celle des opportunités d'emploi.

Nouvelles configurations pour les territoires

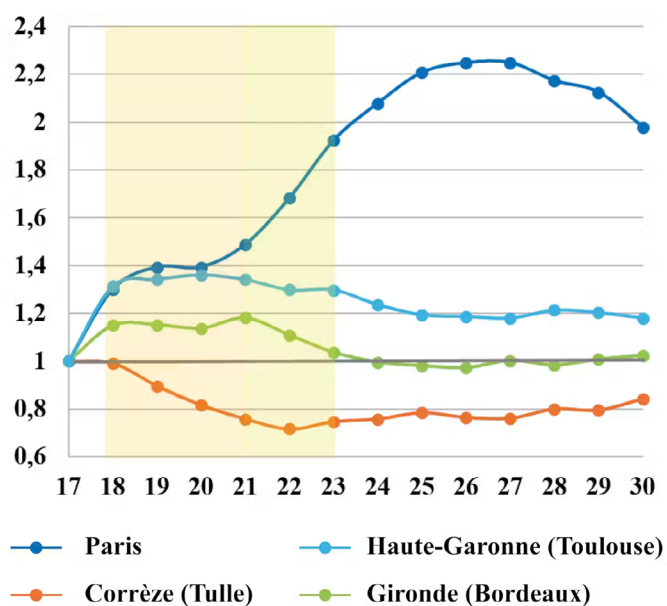
Paris accueille les « provinciaux » qui viennent finaliser leurs études dans des écoles prestigieuses ou des masters renommés, puis chercher un premier emploi à la capitale.

Les villes étudiantes les plus solides, comme Toulouse, confirment leur attractivité en employant leurs jeunes diplômés à la sortie des études. Les autres, comme Bordeaux, voient leur nombre de diplômés revenir à leur nombre de lycéens, bien que la nature de la population ait changé :

un brassage a eu lieu entre ceux qui n'ont jamais bougé, ceux qui sont partis, ceux qui sont arrivés après et ceux qui n'ont fait « que passer ».

Enfin, pour d'autres territoires, la mobilité étudiante est une préoccupation réelle, particulièrement dans un contexte où les études se démocratisent et s'allongent. Ce sont les ter-

ritoires qui voient leurs jeunes partir. C'est le cas de la Corrèze, mais aussi du Morbihan, de l'Aveyron, du Pas-de-Calais... et des dizaines d'autres départements qui n'ont pas des formations et un cadre d'études suffisamment attractifs pour les jeunes lycéens remplissant leurs vœux sur Parcoursup.



Évolution de la proportion de jeunes de 17 à 30 ans, dans quatre départements français (La valeur 1 correspond au nombre de jeunes de 17 ans, soit un an avant le baccalauréat). Amélie Soubie

Évolution de la proportion de jeunes de 17 à 30 ans, dans quatre départements français (La valeur 1 correspond au nombre de jeunes de 17 ans, soit un an avant le baccalauréat).
Amélie Soubie

Au moment des études, les jeunes partent... et ne reviennent pas toujours.

Partir pour les études, ce n'est pas simplement déménager pour réaliser la formation de son choix puis revenir, diplôme en poche, exercer sa profession dans son territoire d'origine. En réalité, la période des études donne lieu à ce qu'on pourrait considérer comme une fuite des cerveaux à l'échelle nationale.

Les jeunes qui se déplacent le plus pour leurs études ont trois caracté-

sonnel. Mais, quand un lycéen de Carcassonne part faire ses études supérieures à Montpellier, est-ce que pour autant que Montpellier l'attire davantage ? Ce n'est pas si simple.

La loterie du code postal

Toute personne ayant cherché des formations sur Parcoursup l'a constaté : la plate-forme a beau proposer des milliers de formations, elles ne sont réparties ni également ni équitablement sur le territoire. Selon le lieu où l'on a grandi, on peut trouver autour de chez soi entre 3 500 formations et... 0.

Figure 2. La diversité de l'offre Parcoursup en France métropolitaine, 2023

Ainsi, dans les académies de Bordeaux ou de Toulouse, la majorité des formations post-bac sont regroupées sur une seule ville. Or ces deux académies sont aussi les plus vastes de France métropolitaine, ce qui se traduit pour le lycéen par des trajets plus longs pour accéder aux formations souhaitées. Dans l'académie de Guyane, grande comme les académies de Bordeaux et de Toulouse réunies, les problématiques de mobilité et d'accessibilité à l'Enseignement supérieur se posent à des échelles encore différentes.

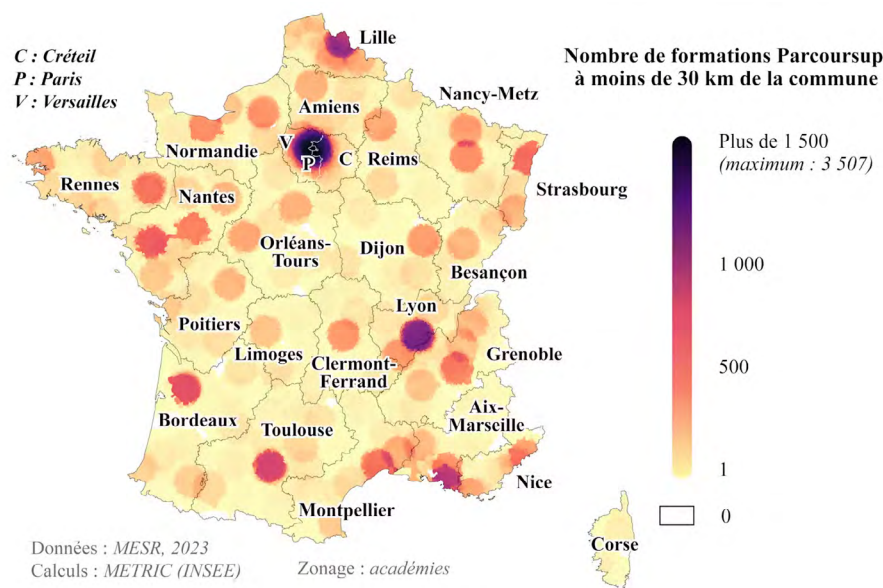
À lire aussi : Les jeunes rurales face aux études supérieures : au-delà du déterminisme territorial, le milieu social et le genre

Ces situations de concentration ou de répartition des formations dépendent de la façon dont la population est répartie sur une académie, bien sûr, mais aussi d'implantations historiques (telle formation connue dans telle vieille ville universitaire), ou de choix politiques (subventionner des formations « décentrées » au risque d'avoir du mal à remplir les promotions).

Les grandes villes étudiantes proposent une large gamme de licences, de classes préparatoires, d'écoles publiques et privées, etc. Dès que l'on s'éloigne des métropoles, néanmoins, l'horizon change. La « province » française est constellée de licences professionnelles, de BTS et de certificats de spécialisation permettant de trouver du travail rapidement.

Ainsi le Jura (Lons-le-Saunier) ne propose sur Parcoursup aucune entrée vers les études longues (licence générale, classe préparatoire ou école en bac +5)... mais on peut y postuler à 13 BTS agricoles différents.

La question de la formation des jeunes, et de la liberté de leur choix, est donc fortement liée à celle de l'égalité des chances selon l'origine géographique. Mais ce n'est pas la seule raison pour laquelle il est im-



La diversité de l'offre Parcoursup en France métropolitaine. Amélie Soubie

ristiques : ils viennent de territoires ruraux, de milieux aisés, et ils ont eu de bonnes notes au baccalauréat. Ceux qui partent ont les meilleurs résultats scolaires, et une fois diplômés c'est dans les villes qu'ils chercheront un emploi – bien qu'une partie retournera chez elle après quelques années.

Partir vers une grande ville pour faire ses études semble être un choix per-

La diversité de l'offre Parcoursup en France métropolitaine. Amélie Soubie Les académies, ces grandes unités administratives de l'Éducation nationale, sont organisées selon des logiques parfois très différentes : les formations peuvent être réparties entre plusieurs villes de la même académie (Nancy-Metz, Nantes-Angers), ou se regrouper principalement dans une seule.



portant de s'intéresser à l'accès à la formation.

Impact personnel, impact structurel

Reprenons l'exemple de la Corrèze (figure 1) : les jeunes qui partent à 18 ans seraient, s'ils étaient restés, devenus des actifs participant d'une part à l'économie du département, et d'autre part au renouvellement de sa population. Actuellement, la Corrèze fait partie des départements français dont la population vieillit et diminue. De façon plus générale, lorsqu'un territoire n'est pas suffisamment attractif pour retenir ses jeunes ou en faire venir d'autres, ses ressources économiques – et donc ses moyens d'action – baissent, et il devient plus compliqué d'inverser la tendance.

C'est pour ça que la question des inégalités de formation ne s'arrête pas au lycée en renseignant ses choix

sur Parcoursup. Elle met en lumière un système plus global d'inégalités entre les territoires, voire de fracture territoriale. Il existe une forme de compétitivité pour attirer les jeunes diplômés, compétitivité qui est parfois plus complexe qu'elle n'en a l'air.

[Déjà plus de 120 000 abonnements aux newsletters The Conversation. Et vous ? Abonnez-vous aujourd'hui pour mieux comprendre les grands enjeux du monde.]

D'un côté, nous avons des territoires ruraux demandeurs d'emplois qualifiés, qui ont du mal à recruter – l'exemple le plus parlant étant aujourd'hui celui des déserts médicaux. De l'autre côté, nous avons des agglomérations rencontrant certaines difficultés pour proposer à tous leurs actifs un emploi qui corresponde à leur niveau de diplôme.

Il n'est pas rare aujourd'hui de voir des diplômés bac +5 postuler à des

emplois pour lesquels ils sont surqualifiés – entraînant des frustrations sur le plan du salaire ou du niveau de responsabilité.

L'inégale répartition des formations postbac sur le territoire oblige donc les jeunes ruraux soit à déménager soit à renoncer à certaines études, lorsque le déplacement demande des ressources (économiques, psychologiques) trop importantes. Et, puisque ceux qui partent ne reviennent pas toujours, les territoires ruraux s'appauvrissent en diplômés au détriment des villes. La question de l'accès aux études n'est donc pas anodine, et influe sur toute la structure économique des territoires. ■



<https://theconversation.com>



Universités & Territoires

Accueil

Présentation

Abonnement

Archives

Contacts

n°169

29/04/2024

Sommaire

■ Pages 4 à 9 : L'impact des grandes transitions sur la professionnalisation des étudiants ■ Page 10 : Zoom sur la Fresque de la santé mentale®, créée et déployée par Nightline ■ Pages 11 à 13 : Patrimoine immobilier des universités : la dévolution permanente ■ Pages 14/15 : A Strasbourg les 15 et 16 mai : «Bloc local» et engagements étudiants ■ Pages 16/17 : Afev : ce que les étudiants engagés peuvent apporter aux territoires ■ Pages 18/19 : Recherche-action pour une maintenance du quotidien dans les résidences universitaires ■ Pages 20/21 : TWENTY CAMPUS, des résidences dans toute la France ■ Page 22/23 : La SMERRA aux côtés des établissements



éditorial

Top de
logen



Universités & Territoires n° 169

Retrouvez toutes les archives

www.universites-territoires.fr

Les Quartiers latins : Un engagement **pour** **le logement étudiant**

APPARTStudy,
adhérent de l'Aires

Créée en 2004, l'association [Les Quartiers Latins](#) (LQL) a pour vocation de répondre aux besoins de logement des jeunes de moins de 30 ans, étudiants ou jeunes actifs. Forte d'une gestion humaine et innovante, elle développe des projets adaptés aux défis actuels, tout en s'inscrivant dans une démarche citoyenne.

L'association Les Quartiers Latins voit le jour en 2004, et se donne pour mission de répondre à une demande croissante de logements pour les jeunes de moins de 30 ans. Face à la pression immobilière et aux difficultés rencontrées par les étudiants et les jeunes actifs pour se loger, LQL propose des solutions intermédiaires entre les logements du CROUS et les résidences privées.

Un développement **progressif**

Dès ses débuts, l'association se distingue par son modèle innovant de gestion de logements conventionnés, garantissant un accès à des logements de qualité pour des tarifs abordables. Ces logements, souvent situés en périphérie de grandes villes (Avignon, Montpellier, Marseille...), permettent à ces jeunes d'accéder à l'autonomie tout en bénéficiant de l'APL.

Les premières conventions de gestion, signées avec des organismes comme *Vaucluse Logement* ou *F.D.I. Habitat*, ont permis à LQL de développer rapidement son parc immobilier. Dès 2005, l'association gère 112 logements à Avignon et 85 à Montpellier, suivis de 93 autres à Marseille en 2015. Avec l'expansion en Île-de-France en 2016, LQL renforce sa présence en signant une convention pour la gestion d'une résidence à Villiers-sur-Marne.



APPART
Study

**RÉSIDENCES
DÉDIÉES AUX ÉTUDIANTS
ET JEUNES ACTIFS DE MOINS DE 30 ANS**

6	890	95%
Résidences	Lots	de Satisfaction

Un projet associatif ambitieux

L'objectif de l'association va au-delà de la simple gestion locative. LQL se fixe pour mission de faciliter l'insertion sociale des jeunes à travers un accompagnement personnalisé. Les résidences proposées intègrent un ensemble de services permettant aux jeunes locataires de réussir leur parcours universitaire ou professionnel dans des conditions optimales.

Le projet de LQL se fonde sur une approche de proximité, avec des managers de résidences sur site, formés pour accompagner les résidents dans leurs démarches administratives. Ces derniers sont également à l'écoute des besoins des jeunes, leur offrant un soutien quotidien pour garantir une in-

tégration harmonieuse dans leur nouvelle vie.

L'association met également un point d'honneur à favoriser l'écoresponsabilité, la mixité sociale et le «vivre ensemble». En partenariat avec des bailleurs sociaux, elle continue d'anticiper les besoins futurs en développant de nouvelles résidences à Bordeaux, Marseille ou encore Sarcelles.

APPARTStudent : Un concept citoyen

Lancé en 2016 avec la création de la marque APPARTStudy, le concept APPARTStudent s'adresse aux jeunes locataires, qu'ils soient étudiants ou jeunes actifs. Plus qu'un simple locataire, un

APPARTStudy,
adhérent de l'Aires

APPARTStudent doit incarner les valeurs de l'association : respect de l'environnement, solidarité, laïcité et tolérance.

Ce concept s'inscrit dans une démarche citoyenne où chaque résident s'engage à respecter les règles du bien vivre ensemble. LQL souhaite ainsi créer une véritable communauté au sein de ses résidences, où chaque individu contribuerait à un cadre de vie sain et harmonieux. ■



<https://appartstudy.com>

430 000 étudiants étrangers en France en 2023-2024

En 2023-24, 430 466 étudiants étrangers étaient inscrits dans l'enseignement supérieur français, ce qui représente une augmentation de 4,5 % par rapport à l'année précédente (chiffres du MESR/SIES). Cette année, on observe un regain des mobilités des étudiants en provenance d'Asie-Océanie, après une stagnation l'année précédente. Si tous les types d'établissements ont vu leurs effectifs internationaux augmenter, ce sont les écoles de commerce qui enregistrent la plus forte progression (11%).

14% des étudiants dans l'enseignement supérieur français sont des étudiants internationaux

Le nombre d'étudiants étrangers inscrits dans l'enseignement supérieur français pour l'année universitaire 2023-24 se monte à 430 466, incluant 10 772 apprentis étrangers en section de technicien du supérieur, en augmentation de 4,5% sur un an et de 17% sur cinq ans (par rapport à l'année 2018-19) (Source : MESR/SIES).

Les étudiants étrangers représentent 14% de la population étudiante en France, une proportion stable d'une année sur l'autre.

L'évolution du nombre d'étudiants étrangers en France s'inscrit après deux années d'augmentation : une croissance exceptionnelle de 8% en 2021-22, due au rattrapage des mobilités post-pandémie, suivie d'une progression plus modérée de 3% en 2022-23. La croissance du nombre d'étudiants internationaux en France repart donc à la hausse plus rapidement sur l'année 2023-24.

« L'effet rattrapage du COVID s'estompe, et la France, comme les autres grands pays d'accueil, poursuit sa croissance des mobilités, analyse Donatienne Hissard, Directrice générale de Campus France, qui constate que « La compétition pour attirer les talents se révèle plus vive que jamais. Nos concurrents enregistrent, selon les premières estimations, des progressions qui vont de 5% en Allemagne pour 2023-24 à 12% pour le Royaume-



Uni entre 2022 et 2023, voire 29% pour le Canada en 2023, ce qui pousse certains à des ajustements liés à cet afflux post-pandémie. »

D'où viennent les étudiants internationaux en France ?

Comme en 2022-23, le Maroc, l'Algérie, la Chine, l'Italie et le Sénégal demeurent les principaux pays d'origine. Bien que le Maroc reste en tête, le nombre d'étudiants marocains inscrits en France diminue (- 4 %) pour la deuxième année consécutive, confirmant une érosion de l'attractivité de la France dans ce pays, tandis que l'Algérie, en deuxième position, connaît une hausse de 7 %.

Le mardi 10 septembre 2024



Notre ambition : identifier une nouvelle génération de moins de 35 ans capable de questionner le modèle et les frontières du social pour le réinventer « hors les murs ».

Notre offre : un programme de réflexion et de formation qui rend le social désirable, bouscule les idées et les pratiques actuelles... invente les nouvelles frontières des relations humaines au travail.

Nous recherchons des moins de 35 ans, qui ont déjà réalisé, commencent à réaliser ou manifestent l'envie de réaliser... des actions ou des innovations en matière sociale.

Le participant ou la participante doit être animé d'une volonté d'être utile, d'un désir de s'interroger et d'une capacité de questionner la raison d'être du social. Remplissez le [formulaire](#) ! Vous pensez à un ou une moins de 35 ans ? Ecrivez-nous à contact@socialdemain.fr

Candidater à Social Demain

Les candidatures pour la pmo' #6 sont ouvertes. Elles se termineront le 15 octobre à minuit.

CANDIDATER



■ **Adresse** : 19 rue Leconte de Lisle 75016 Paris ■ **E-mail** : redaction@universites-territoires.fr ■ **ISSN** : ISSN 2263-8431 ■

Infos légales : SARL Edition de revue et périodiques (5814Z) au capital de 1000 Euros immatriculée au RCS de Paris sous le numéro SIRET 843 009 267 00017 ■ **Directeur de la publication** : Philippe Campinchi [0674606274](tel:0674606274) ■ **Directeur de**

la rédaction : Nicolas Delesque [0678391349](tel:0678391349) ■ **Création graphique** : Babette Stocker / Crouitch Conception ■ **Tarifs d'abonnements** :

Individuel : 100 euros HT Institutionnel : 500 euros HT ■ **Parties prenantes** : Convention particulière ■ **Comité éditorial** : Nicolas Delesque, Philippe Campinchi, François Perrin, Jérôme Sturla (Afev), Pierre Yves Ollivier, Zoé Chalouin (Fnau), François Rio (Avuf), Orane Maquin (ESN) et Justine Crabouillet (SMERRA) ■ **Crédits photos et iconographies** : photo du Havre : Laurent Lachèvre - Partenaires - DR - Adobe Stock